



A COMPLETER PARAPHER ET SIGNER

PROJET D'ACCORD-CADRE N°B25-02909-VD

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,

dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S
PARIS B 775 685 019

représenté par Monsieur Pascal YVON, agissant en qualité de Directeur de l'INSTN,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,

dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S
_____,

représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de
_____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

(à compléter par le soumissionnaire)

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	4
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS	9
ARTICLE 10 - DELAI D'EXECUTION	10
ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 12 - ASSURANCES	10
ARTICLE 13 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL	12
ARTICLE 14 - MONTANT	12
ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 16 - RESILIATION	13
ARTICLE 17 - PENALITES	13
ARTICLE 18 - FACTURATION- REGLEMENT	14
ARTICLE 19 - REGIME FISCAL	15
ARTICLE 20 - JURIDICTION COMPETENTE	15
ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE	15

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, **les prestations de cours de formation (cours collectifs) portant sur la génération de concepts innovants déployées pour les salariés des différents sites CEA et PRTT**, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations de l'accord-cadre relèvent d'une obligation de résultat.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Les prestations se dérouleront sur les sites suivants :

Nom	Adresse
PRTT de Lille	165 av de Bretagne 59000 Lille
PRTT de Nantes	4 rue Tournefort 44000 Nantes
PRTT de Bordeaux	15 av des Sablières 33114 Le Barp
PRTT de Toulouse	51 rue de l'Innovation 31670 Labège
PRTT de Nice	24 av Jean Médecin 06000 Nice
PRTT de Metz	5 rue Marconi 57070 Metz
CEA de Saclay	Route N 306/ RD 91400 Saclay
CEA de Cadarache	13108 Saint-Paul-Lès-Durance
CEA de Marcoule	D765 30200 Chusclan
CEA de Tours	Centre d'études du Ripault 37260 Monts
CEA de Grenoble	17 av des Martyrs 38000 Grenoble

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B25-02909-VD avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques de l'accord-cadre et leurs annexes (le cahier des charges référencé UEFG-16/06/2025, en date du 09/09/2025, etc...) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – Les annexes n°1 « Demande d'acceptation d'un sous-traitant », n°2 « Bordereau de prix unitaires », n°3 « Traitement des données à caractère personnel », n°4 « Informations à destination des usagers de l'INSTN concernant les données à caractère personnel (RGPD) », annexe n°5 « Barème de remboursement des frais de déplacement ».

des entreprises extérieures », annexe n°6 « mémoire technique », annexe n°7 « cadre de réponse du mémoire environnemental » et annexe 8 « notice relative à la propriété intellectuelle et usages des supports de cours des intervenants à l'INSTN » font partie intégrante du présent accord-cadre.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

Pascal REVIRAND – DG/CEAGRE/DPRS/UEFG

Tél. : 04.38.78.41.38

Email : pascal.revirand@cea.fr

3.2 - Correspondantes commerciales du CEA

Valérie DIEUNA – Services des Marchés et Achats

Tél : 04.38.78.23.19

Email : valerie.dielna@cea.fr

Isabelle BOREL – Services des Marchés et Achats

Tél : 04.38.78.13.36

Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur :

Tél : 01 69 08 47 50

Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr

RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél : _____

Email : _____

Correspondant commercial :

Tél : _____

Email : _____

(à compléter par le soumissionnaire)

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme _____ Tél : _____

Email : _____

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

(à compléter par le soumissionnaire)

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter du/.. /.. , soit jusqu'au/.. *.

Il comprend la tranche optionnelle suivante :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du _____ * jusqu'au _____ *.

*à déterminer lors de la finalisation de l'accord-cadre

Le CEA affermit la tranche optionnelle, si besoin, par lettre recommandée avec demande d'accusé réception dans un délai d'au moins trois (3) mois avant le terme de l'accord-cadre.

Le non-affermisssement de la tranche optionnelle ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent accord-cadre sont décomposées de la manière suivante :

5.1 - Périmètres des prestations de base

Les Prestations de base dues au titre du présent accord-cadre et précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent accord-cadre comprennent les prestations suivantes :

- L'organisation des cours
- La planification des sessions de formation
- La préparation des sessions
- L'animation des sessions
- L'évaluation des résultats de l'action
- Le suivi et le bilan

5.2 - Modalités de mise en œuvre de l'accord-cadre (Prestations sur bordereau de prix)

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande transmis par le CEA au Titulaire.

Chaque bon de commande comporte à minima :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation et l'adresse de l'émetteur du bon de commande,
- le montant du bon de commande en euros H.T,

Le(s) lieu(x) d'exécution,

- le nombre de salariés composant le groupe pour chaque session,
- Toutes mentions et précisions utiles.

Le bon de commande devient définitif si le Titulaire n'a pas fait d'observations dans les cinq jours ouvrés suivant l'envoi de ce dernier.

Les bons de commande sont transmis par e-mail.

Les prestations s'exécutent au moyen de bons de commande sur la base du Bordereau des Prix Unitaires joint en annexe 2.

Des bons de commande peuvent être émis en cours d'exécution de l'accord-cadre sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe n° 2 du présent accord-cadre.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail à l'adresse **xxxx@xxxx.**

(à compléter par le soumissionnaire)

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis par le CEA pendant la durée de l'accord-cadre, même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

5.3 - Prestations complémentaires sur devis

Les Prestations sur devis peuvent porter sur :

- Prestation de formation aux concepts innovants pour d'autres sites CEA ou PRTT non listés au cahier des charges
- Prestation de formation aux concepts innovants pour des sociétés extérieures
- Prestation pour un accompagnement complémentaire sur un besoin identifié lors d'une première session de formation aux concepts innovants soit pour des sites CEA et PRTT soit pour des sociétés extérieures.

Les prestations complémentaires font l'objet d'un devis établi par le Titulaire sur la base du(es) taux horaires plafonds fixés à l'article MONTANT ci-dessous.

Ces devis mentionnent la référence du présent accord-cadre, les motifs de l'intervention, la nature et les quantités des fournitures ou des interventions, ainsi que le délai de livraison et/ou d'exécution.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations correspondantes qu'après avoir reçu un ordre de service formalisé du CEA, passé en référence du présent accord-cadre et acceptant son devis, excepté pour les déplacements et interventions réalisés dans le cadre des astreintes pour lesquels cette acceptation ne peut intervenir qu'a posteriori.

5.4 - Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 - Périmètre géographique des prestations

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné à l'article 1 du projet de d'accord-cadre.

6.2 - Mise à disposition de locaux et équipements

Le CEA de Grenoble confie au Titulaire à titre précaire, gracieux et révocable, sous préavis de 15 jours ouvrables, des locaux.

La mise à disposition de ces locaux est attachée à l'exécution du présent accord-cadre et ne peut être assimilée en aucune manière à un bail commercial. L'occupation temporaire de ces locaux prend fin obligatoirement avec celle du présent accord-cadre. Un état des lieux et inventaire des équipements est réalisé contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux et à la libération de ceux-ci. En cas de détérioration du local, le CEA de Grenoble peut demander au Titulaire la remise en état des locaux.

6.3 - Responsabilité – Lieu d'exécution

Les prestations, objet du présent accord-cadre, se déroulent soit dans les locaux du CEA de Grenoble soit dans les locaux des différents sites CEA ou PRTT.

Les prestations sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux des différents sites CEA ou PRTT, le CEA n'intervenant qu'en simple détenteur des installations auxquelles sont rattachées les prestations.

Le Titulaire doit se conformer aux prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations effectués par une entreprise extérieure sur les centres CEA et PRTT concernés.

Les formateurs doivent prendre leurs dispositions en amont pour pouvoir accéder à tous les sites, notamment en répondant aux contraintes d'accès sur les sites sécurisés.

6.1 - Evaluation des formations

Le Titulaire s'engage à réaliser des évaluations dans les conditions décrites au cahier des charges. Dans tous les cas, les évaluations seront transmises à l'UEFG selon les modalités d'évaluation appliquées par l'INSTN.

Ces évaluations ont pour but d'effectuer un bilan de prestation et d'atteinte ou non des objectifs tels que décrits dans le cahier des charges.

6.2 - Annulation - Remplacement - Report

Le Titulaire s'engage à réaliser des évaluations dans les conditions décrites au cahier des charges.

Toute formation commencée est due en totalité et toute formation à laquelle le participant ne s'est pas présenté ou n'a assisté que partiellement est également due en totalité.

En cas d'annulation par mail de cours collectifs par le CEA, et sans report possible dans un délai de 6 mois, le Titulaire pourra facturer les montants suivants, à titre d'indemnité forfaitaire :

- indemnités de 100% du prix de la session de formation si annulation entre 0 et 5 jours ouvrés avant la date de la session,
- indemnités de 50% du prix de la formation si annulation entre 6 et 10 jours ouvrés avant la date de la session,
- au-delà de 10 jours ouvrés, aucune indemnité n'est due.

6.3 - Accès au Centre de Grenoble, à l'INES, aux PRTT en région et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre de Grenoble, à l'INES, aux PRTT en région et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent accord-cadre, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 2, 9 et 30 mai, le 10 novembre, les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site de Grenoble durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

7.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations

sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

7.1.2 - Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

7.1.3 - Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant à l'annexe 3 encadrant les traitements des données à caractère personnel.

7.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité de l'accord-cadre.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent accord-cadre et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent accord-cadre par son (ou ses) sous-traitant(s).

7.3 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

7.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

7.5 - Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

8.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

8.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire, dont la fréquence est à convenir entre les parties.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

Ces réunions permettent de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des Prestations,
- respect des dispositions du cahier des charges,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi budgétaire,
- suivi du dossier Qualité,
- Analyse de la pertinence des propositions et des actions d'amélioration sur l'année écoulée, dans le cadre du plan de progrès environnemental.

ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents".

La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

9.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,

9.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent accord-cadre sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

9.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 10 - DELAI D'EXECUTION

Les dates des formations seront fixées d'un commun accord entre le Titulaire et le CEA.

ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS

Les Prestations de chaque bon de commande font l'objet d'une procédure de vérification et de Réception par le CEA, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le Titulaire doit avoir remis au CEA l'ensemble des documents et ces derniers doivent avoir été approuvés sans réserve par le CEA.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent accord-cadre, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

1. Site CEA de Grenoble hors pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription pour son compte, par le CEA, des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais d'assainissement et/ou de décontamination.

Le Titulaire est informé qu'aux termes de ladite police, les assureurs du CEA renoncent à tous recours à l'encontre de toutes personnes présentes sur un site CEA à sa demande et avec son autorisation.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire. S'agissant du bâtiment 41, la franchise pour les dommages de nature nucléaire s'élève à 50 000 000 € par sinistre.

Cette police comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées, sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

1. Pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

2. Site de l'INES

En tant que de besoin, et sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à l'égard du Titulaire, celui-ci est informé de la souscription par le CEA d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, jusqu'à 40 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens meubles du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, chute d'appareils de navigation aérienne, mur du son, événements naturels, dégâts des eaux, gel, fumées, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage, choc d'un véhicule, bris de glaces, catastrophes naturelles, autres événements non dénommés.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 12 500 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 13 - SUIVI ENVIRONNEMENTAL

Dans le cadre d'une amélioration des connaissances sur l'empreinte environnementale de l'accord-cadre, le Titulaire communique au plus tard 6 mois après la prise d'effet de l'accord-cadre, les différents impacts environnementaux (transport, supports de formation,...) générés dans le cadre des prestations.

A chaque réunion annuelle de cette prestation, ces différents impacts environnementaux sont abordés dans le cadre d'un plan de progrès.

Le Titulaire détaille les évolutions de ses pratiques environnementales existantes au début de l'accord-cadre. Ce plan de progrès est commenté par le Titulaire qui fait également des propositions d'améliorations pour l'année suivante. Le Titulaire pourra dérouler sa présentation sous un format « cycle de vie », à savoir :

- Mode de transport doux,
- Politique /actions de réutilisation, recyclage des supports de formation.

ARTICLE 14 - MONTANT

14.1 - Montant maximum de l'accord-cadre

Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum ou quantité minimum de bons de commande.

Le montant maximum de l'accord-cadre, toutes commandes confondues et pour toute la durée totale de l'accord-cadre est strictement inférieure au plafond de **140 000 €HT (cent quarante mille euros hors taxes)**.

La non-atteinte de ce montant ne donne droit à aucune indemnisation au profit du Titulaire.

14.2 - Montant des Prestations de base

Les Prestations objet du présent accord-cadre sont rémunérées sur la base des prix unitaires figurants au Bordereau des Prix Unitaires en annexe 2 du présent accord-cadre.

Les prix comprennent l'ensemble des sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

14.3 - Montant des Prestations complémentaires sur devis

Ces Prestations sont valorisées sur la base des taux horaires plafonds figurant au Bordereau des Prix Unitaires en annexe 2 du présent accord-cadre.

Le montant de ces Prestations est plafonné sur la durée total de l'accord-cadre à 10% du montant plafond de l'accord-cadre.

14.4 – Montant des remboursements des frais de déplacements

Ces remboursements s'effectueront sur la base de l'annexe n°5.

ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 14 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de [] (mois de remise de l'offre).

***A compléter lors de la finalisation de l'accord-cadre par le CEA.**

Ils sont fermes pour la première année et révisables à la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°1, les prix peuvent être révisés à la date de prise d'effet de cette tranche, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = P_o [0,20 + 0,80 \text{ Syntec rev} / \text{Syntec rev } o]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
P _o	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
Syntec rev _o	Indice mensuel du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies, publié par la fédération Syntec rev pour le mois de la remise de l'offre
Syntec rev	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 16 - RESILIATION

Les dispositions du chapitre 13 des Conditions Générales d'Achat du CEA s'appliquent.

ARTICLE 17 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

17.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés des horaires définis dans le planning contractuellement arrêté entre les Parties, le Titulaire encourt les pénalités de retard suivantes :

- Au-delà de trois-quarts heure de retard sur l'horaire de démarrage prévu pour une formation entraîne le Titulaire encoure des pénalités de retard à hauteur de 150 euros HT.

En cas d'annulation par le Titulaire d'une session sous moins de dix jours ouvrés, ce dernier encourt pour chaque bon de commande une pénalité à hauteur de : 200 euros HT

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT de l'accord-cadre fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

17.2 - Autres cas

Le Titulaire encourt, en outre, des pénalités dans les cas suivants :

- non-restitution du badge CEA en fin de Prestations : 100 (cent) euros par badge,
- sortie du centre de Grenoble d'un matériel appartenant au CEA, sans accord préalable écrit de la Direction : 100 (cent) euros par écart constaté.

17.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 17.1 à 17.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 100 euros (cent euros) par jour calendaire de retard.

17.4 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent accord-cadre de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 18 - FACTURATION- REGLEMENT

18.1 - Conditions de facturation

Les prestations sont facturées de la manière suivante :

- 100% du montant en euros TTC des prestations par groupe à l'issue de la formation, sur remise des documents attestant de la réalisation de l'action formation à l'UEFG.

18.2 - Modalités de facturation et règlement

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n° de l'accord-cadre/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 19 - REGIME FISCAL

Le montant de l'accord-cadre est assujetti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 20 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble ou lieu des PRTT.

ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,